

Bruxelles lance 160 chantiers pour redynamiser son économie en dix ans

LE RÉSUMÉ

Le gouvernement bruxellois a présenté **160 projets pour redynamiser l'économie et l'emploi** dans la capitale sur une période de 10 ans.

C'est le socialiste **Rudi Vervoort** qui est le **chef d'orchestre** de cette partition bruxello-centrée.

D'autres entités régionales et communautaires ainsi que les partenaires sociaux sont de la partie.

SALIM NESBA

Les mauvaises langues appelleront ça un énième grand-barnum, les autres insisteront sur la nécessité d'avoir de l'ambition à long terme. Toujours est-il que le gouvernement bruxellois vient de parapher à l'Atomium sa stratégie pour les dix prochaines années.

Outre l'exécutif bruxellois PS-cdH-FDF, des «missi dominici» du gouvernement de la FWB (PS-cdH) et de celui de la Flandre sont également de la partie.

Alors, que trouve-t-on dans cette stratégie 2025 pour Bruxelles? Beaucoup de bonnes intentions puisque l'idée est de «redynamiser l'économie bruxelloise» autour de plusieurs axes. Et rien que ça, c'est déjà tout un programme.

Pas moins de 160 chantiers seront lancés d'ici 2025 pour atteindre 18 objectifs généraux. Ce plan d'ac-

tion fouillé traverse de nombreux champs de compétence, ce qui explique le nombre de signataires invités: outre l'emploi et l'économie, la formation, la recherche, l'innovation, mais aussi l'enseignement, la fonction publique, l'égalité des chances, voire sous certains aspects, l'environnement...

«Business friendly»

Dans le viseur, et sans être exhaustif, Stratégie 2025 annonce la mise en place d'une administration «business friendly» avec une rationalisation des outils de soutien aux entreprises. Le but avoué est aussi de réorienter les aides aux entreprises vers les activités porteuses d'emploi. Notons également que le plan bruxellois prévoit une réforme fiscale ambitieuse destinée à renforcer l'autonomie financière de la Région. Ce volet fiscal sera bien évidemment pendu aux lèvres du tax shift promis au Fédéral. Enfin, l'exécutif bruxellois va privilégier le développement des zones de réserve foncière régionales comme Tour et Taxis, le plateau du Heysel, la Gare de l'Ouest ou encore la zone du canal.

Le maître d'œuvre n'est autre que Rudi Vervoort. Avec ce plan Marshall aux accents bruxellois, le ministre-Président tire enfin un projet à la hauteur de sa fonction. «Bruxelles a trop souvent été considérée comme le problème de ce pays, j'aimerais qu'elle en devienne la solution», a-t-il glissé à la signature de l'acte que d'aucuns appellent déjà le Plan Vervoort.

Les ministres de la Communauté flamande n'ont pas signé formelle-

ment les documents, pour des questions de respect de compétences, et non de désaccord. Chargé des Affaires bruxelloises au sein de son gouvernement, le ministre flamand Sven Gatz a excusé l'absence du ministre-président Geert Bourgeois. «Je suis ici au nom de l'ensemble du gouvernement flamand, qui partage les objectifs stratégiques du plan mais qui souhaite encore discuter de certains aspects opérationnels. Nous avons remis une note afin de les améliorer, il ne faut pas y voir malice», a-t-il assuré.

Quant aux partenaires sociaux, ils ont été invités à monter à bord dès le début du processus d'élaboration de cette Stratégie 2025. Assez classiquement, ils ont soumis une série de propositions et une concertation est prévue avec eux sur l'ensemble des chantiers bruxellois.

Là où cela sort de l'ordinaire, c'est qu'un certain nombre de «priorités partagées» ont été définies, pour lesquelles ont été établies des «zones de cotravail» réunissant le gouvernement, les patrons et les syndicats. «Pour ces chantiers, les partenaires sociaux feront bien plus que donner leur avis», se réjouit Philippe Van Muylder, secrétaire général de la FGTB Bruxelles.

«Bruxelles a été trop souvent considérée comme le problème de ce pays, j'aimerais qu'elle en devienne la solution.»

RUDI VERVOORT
MINISTRE-PRÉSIDENT BRUXELLOIS